

## REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU MARDI 05 JUILLET 2016

### DELIBERATION N°2016-19

**OBJET : Création d'un emploi de collaborateur de cabinet**

**Ont participé à la présente délibération :**

#### COLLEGE DES COMMUNES

Administrateurs titulaires présents : M. IZARD, Mmes HORN, DESMETTRE, AMIEL, MM. CLEMENT, CARON-JOURDA, LAVAL, RASPEAU.

Administrateurs titulaires représentés par leur suppléant : Mme KLINGENFUS, MM. GUERRA, PACE, CADAS, SANCHEZ.

Administrateurs titulaires représentés par pouvoir : Néant

#### COLLÈGE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Administrateurs titulaires présents : M. CAPBLANQUET, MME COUTTENIER.

Administrateurs titulaires représentés par leur suppléant : M. FONTES

Administrateurs titulaires représentés par pouvoir : Néant

#### REPRÉSENTANTS DU DÉPARTEMENT

Administrateurs titulaires présents : Mmes FLOUREUSSES, VOLTO

Administrateurs titulaires représentés par leur suppléant : Néant

Administrateurs titulaires représentés par pouvoir : Néant

**Contenu délibération :**

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 110 ;

Vu le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales ;

Considérant que l'effectif maximum des collaborateurs du cabinet d'un président d'établissement public administratif dont les agents relèvent de la loi du 26 janvier 1984 précitée, celui-ci est fixé à une personne pour un établissement public administratif employant moins de 200 agents.

Le CDG31 est bien dans cette configuration, sans recrutement à ce titre à ce jour.

Considérant le Procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration en date du 28 janvier 2016 précisant l'inscription de crédits budgétaires afférents à la création d'un tel poste au titre de la charge de communication institutionnelle.

Sur le rapport de Monsieur le Président ;

**Après discussion, le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de :**

- Confirmer l'affectation des crédits budgétaires nécessaires à ce recrutement tels que prévus au chapitre 012- Charges de personnel, dans le cadre du budget prévisionnel 2016 voté par chapitres, le 28 janvier dernier.

Conformément à l'article 7 du décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales le montant des crédits sera déterminé de façon à ce que :

- d'une part, le traitement indiciaire ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupé par le fonctionnaire en activité ce jour,
- d'autre part, le montant des indemnités ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel.

Fait à Labège,  
Le 05 juillet 2016

Le Président,

Pierre IZARD